



URBanisme Aménagement et Développement Durable

✉ Rue de Bezelles ZA de Roumagnac 81600 GAILLAC

☎ 05.63.41.18.43

sebastien.charruyer@urba2d.com

Département du Tarn

PETR des Hautes Terres d'Oc

DÉCLARATION DE PROJET N°1 EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU SCOT DES HAUTES TERRES D'OC AVEC LE PROJET " SIAT "

Procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du SCoT approuvée le :
18 mars 2024

Le Président : M. FABRE Jean Marie



AVIS DE LA CDPENAF

Service économie agricole et forestière

Albi, le **07 AOUT 2023**

**Avis de la Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers
(CDPENAF)**

- Vu** le code de l'urbanisme notamment l'article L143-47 du code de l'urbanisme pour les projets de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L 112-1-1 et D 112-1-11 ;
- Vu** le décret n° 2015-644 du 09 juin 2015 relatif aux commissions départementales et interdépartementales de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2015, portant nomination des membres de la CDPENAF du Tarn, modifié le 28 juin 2023 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 mars 2023 portant délégation de signature à monsieur Maxime CUENOT et de subdélégation à son adjoint et aux chefs de service du 16 mars 2023 ;
- Vu** la demande de consultation présentée le 27 juin 2023 relative au projet de mise en compatibilité du Schéma de Cohérence Territoriale des Hautes Terres d'Oc suite à déclaration de projet ;
- Vu** les votes recueillis lors de la commission qui s'est réunie le 27 juillet 2023.

Avis portant sur la mise en compatibilité du Schéma de Cohérence Territoriale des Hautes Terres d'Oc

Considérant que la déclaration de projet de reconstruction et d'extension de la scierie actuellement présente dans la zone artisanale de Saint-Agnan s'accompagne d'une extension de la zone d'activité au sein d'un espace agricole, et de son identification exclusivement dédiée à l'industrie du bois ;

Considérant que la déclaration de projet valant mise en compatibilité du document d'urbanisme a dûment été justifiée par son caractère d'intérêt général : le projet permet en effet un développement de la filière de première et de seconde transformation du bois favorisant à termes la structuration de la filière très attendue pour ses retombées économiques, sociales et environnementales, un développement des emplois directs et indirects, une valorisation et une régénération des boisements plus adaptés aux changements climatiques ;

Considérant que le projet est situé sur des parcelles agricoles cultivées en céréales destinées en partie à constituer la réserve alimentaire pour assurer l'alimentation des troupeaux pendant la période hivernale, mais que cet impact ne remet pas en cause la viabilité de l'élevage impacté, l'exploitation ayant pu retrouver des surfaces équivalentes ;

Considérant que le choix de l'entreprise de conserver le site initial et de le restructurer entièrement comme le ferait une opération de remobilisation de foncier, contribue à limiter significativement l'impact du projet sur l'espace agricole ;

Considérant que l'emprise a été réduite de 15 ha en concentrant les aménagements ce qui contribue à préserver les espaces agricoles et à mieux intégrer la future unité de production ;

Considérant que l'orientation d'aménagement et de programmation préserve les éléments de biodiversité majeurs, les haies et alignements d'arbres existants en bordure du futur site ;

A l'issue des votes des membres de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers du Tarn, sous la présidence de monsieur François LECCIA, directeur adjoint de la DDT du Tarn, la CDPENAF émet un avis **favorable** sur les dispositions prévues en application de l'article L143-47 du code de l'urbanisme.

La commission a simplement évoqué la possibilité de rendre perméable l'espace de stationnement des véhicules des employés.

Pour le préfet et par délégation,
Le président de la CDPENAF
Le directeur adjoint



François LECCIA